

## Le Forum de Davos découvre les inégalités

PAR MARTINE ORANGE  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 20 JANVIER 2014

La concentration de la richesse en si peu de mains n'a jamais été aussi élevée depuis la première guerre mondiale. Cette accumulation se double d'une confiscation politique qui met en cause la démocratie, relève un rapport d'Oxfam. Même les responsables de Davos commencent à s'inquiéter.

« *Les inégalités représentent un risque pour la stabilité économique* ». Le message vient d'un endroit inattendu : de Davos. A la veille de la réunion annuelle du forum économique mondial, de nombreux participants ont été interrogés sur les risques qui les inquiétaient le plus dans les mois à venir. Réponse : ce n'est plus la crise financière mais les inégalités entre les riches et les pauvres qui viennent en tête de leurs préoccupations !

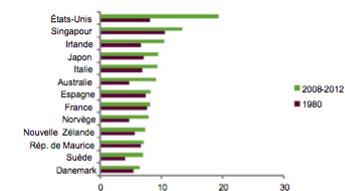
Sans attendre, le Fonds monétaire international a repris le sujet, insistant sur la menace que faisait peser les inégalités croissance de revenus sur l'économie mondiale. « *Les responsables économiques et politiques au forum économique mondial doivent se rappeler que dans de trop nombreux pays les gains de la croissance n'ont bénéficié qu'à trop peu de personnes. Cette situation n'est pas un gage de stabilité* », déclare Christine Lagarde dans le *Financial Times*

Si le thème des inégalités émerge à Davos, c'est que les responsables sentent bien qu'il y a danger. **Leur rapport** est loin des accents de triomphe d'avant la crise financière, vantant les mérites et les bienfaits d'une mondialisation heureuse. Là, il n'y est question que de risques, de menaces : menaces climatiques, dangers des cyber-attaques, craintes de soulèvements sociaux, voire de conflits civils. Le malaise et la peur sont palpables : les responsables de Davos redoutent d'assister à un phénomène massif de rejet de leurs politiques et à des mouvements de démondialisation.

Ce rejet, les rapporteurs le reconnaissent, s'enracine dans une réalité indéniable : plus rien ne marche comme avant. La reprise, tant attendue après la

plus grave crise économique de l'après guerre, n'est toujours pas au rendez-vous. Les banques centrales ont déversé des centaines de milliards pour tenter de réparer le système financier. Mais l'essentiel de cet argent a été capté par le monde financier lui-même, et aux plus riches par le biais d'une augmentation spectaculaire des actions et des actifs en tout genre. **(Voir 2013, année faste pour les 1% les plus riches).**

Augmentation en pourcentage de la part de revenus des 1 % les plus riches



Source : F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez, (2013), « The World Top Incomes Database », <http://topincomes.gemond.parischoixdeconomie.eu/>. Inclut uniquement les pays avec des données en 1980 et après 2008.

Cliquer pour agrandir. © oxfam

Invitée à participer au forum de Davos, l'ONG Oxfam publie ce lundi un rapport sur ces inégalités. L'accumulation des richesses aux mains d'un petit nombre est sans précédent. « *1% des familles détiennent désormais près de la moitié (46%) des richesses du monde* », note le rapport. « *Aux États-Unis, les 1% les plus riches ont confisqué 95% de la croissance post-crise financière entre 2009 et 2012, tandis que les 90% inférieurs se sont appauvris. La grande récession n'a pas infléchi la tendance à la concentration des revenus : la part du produit national des États-Unis allant au décile supérieur atteint 50,4%, son niveau le plus haut depuis la Première Guerre mondiale* », poursuit-il.

La suite du rapport est tout aussi accablante : « *alors que les actions et les profits des entreprises atteignent des niveaux vertigineux, les salaires stagnent en pourcentage du PIB. Pour illustrer l'ampleur de la concentration des richesses, la fortune combinée des 10 personnes les plus riches d'Europe dépasse le coût total des mesures de relance mises en œuvre dans l'Union européenne entre 2008 et 2010 (217 milliards d'euros contre 200 milliards d'euros). Qui plus est, les politiques d'austérité mises en place après la crise pèsent lourdement sur les personnes pauvres, alors*

qu'elles permettent aux riches de s'enrichir toujours plus. L'austérité a aussi un impact sans précédent sur les classes moyennes ».

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Une partie de ces chiffres était connue de longue date. Mais qu'ils fassent leur entrée dans l'enceinte de Davos montre l'ampleur du problème. Longtemps encouragées, voire programmées, les inégalités commencent à être considérées comme une menace pour l'ensemble du système. Car pendant que les milliardaires accumulent les milliards, les classes moyennes disparaissent, les pauvres sombrent. Il n'y a plus d'adhésion large des sociétés civiles. Et l'économie réelle ne repart toujours pas.

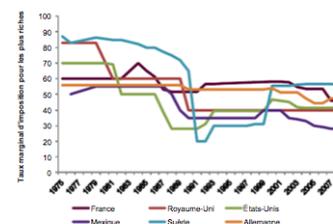
Dans toutes les économies avancées, la consommation stagne ou baisse, tandis que la production, par manque de débouchés, n'investit plus et fait du surplace. Les menaces de déflation pointent en Europe. Surtout, le chômage atteint des niveaux catastrophiques. Même aux Etats-Unis, censés être sortis de la crise, la situation de l'emploi est loin d'être revenue à un niveau normal. Officiellement, le taux de chômage est de 7,5%. Mais les nouvelles embauches sont essentiellement dans le secteur des services – des emplois précaires chez McDo ou autres – tandis que les emplois manufacturiers ou dans les services à valeur ajoutée ne cessent de baisser. Plus grave : une partie de la population américaine semble avoir renoncé à rechercher tout emploi et est sortie des statistiques : alors que la situation de l'emploi est censée augmenter, les bénéficiaires de *foodstamps* – programme d'aide alimentaire pour les plus pauvres payé par le système fédéral – ne cessent d'augmenter.

### Confiscation politique

Cette situation de chômage chronique, d'emplois précaires et sous-payés, qui avait été acceptée et encouragée depuis des années, devient une source

de risque. Les rapporteurs de Davos en arrivent à s'inquiéter du chômage des jeunes et de l'émergence d'une génération perdue.

Graphique 5 : Taux marginaux d'imposition supérieurs (dans les pays sélectionnés)



Source : « Top Marginal Personal Income Tax Rates, 1975-2008 », Tax Policy Center, [http://www.taxpolicycenter.org/taxfacts/Content/PDF/ncspct\\_historical\\_toprate.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/taxfacts/Content/PDF/ncspct_historical_toprate.pdf). Fourni des données pour la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Mexique, la Suède et l'Allemagne.

Cliquer pour agrandir.

« Les jeunes entrant sur le marché du travail aujourd'hui sont exposés au chômage et au travail précaire. Les taux de chômage des jeunes ont explosé depuis la crise financière. La situation est particulièrement préoccupante au Moyen-Orient et dans les économies avancées, notamment dans certains pays d'Europe comme l'Espagne ou la Grèce », soulignent-ils, relevant la paupérisation constante des jeunes, endettés jusqu'au cou pour faire des études sans trouver d'emploi par la suite. Une situation qui, selon eux, risque d'amener de plus en plus de jeunes à renoncer aux études, celles-ci devenant réservées qu'aux classes les plus aisées.

Soulignant les risques que font peser la montée des pauvres et l'effondrement des classes moyennes sur le modèle démocratique américain, Barack Obama s'est déjà prononcé pour une augmentation des salaires minimum. Le premier ministre japonais, Shinzo Abe, encourage aussi les entreprises japonaises à augmenter les salaires. Le gouvernement britannique a aussi pris position pour une hausse du salaire minimum, alors que la perte du pouvoir d'achat pour les salariés s'élève à plus de 10% au cours de ces dernières années. En coulisses, les pressions se multiplient sur l'Europe pour l'amener à renoncer à sa politique d'austérité, les uns et les autres lui reprochant d'entraîner l'économie mondiale par le fond

Mais le problème va bien au-delà d'une hausse du salaire minimum, comme le pointe le rapport d'Oxfam. Les dérèglements actuels sont le résultat de la Grande compression, ces trente années de politique économique menée dans toutes les économies

avancées et copiée par les pays émergents, en Chine notamment, visant à un partage des richesses systématiquement au profit des plus riches. La théorie du ruissellement – les fortunes accumulées par les plus riches retomberaient forcément sur l'ensemble –, qui sous-tendait cette politique, ne s'est pas vérifiée. Au-delà de l'accumulation sans précédent des richesses par 1% de la population, l'ensemble du système économique mais aussi politique s'est dégradé. « *Les riches ont confisqué les institutions et les représentations politiques à leur profit* », accuse Oxfam.



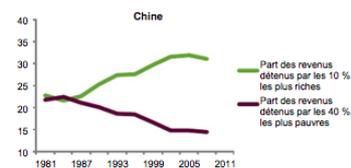
Depuis les années 1970, « *les riches lobbies ont usé de leur puissance financière pour influencer le législateur et le grand public afin de minimiser la pression fiscale sur les plus hauts salaires et les gains en capital, ainsi que pour créer des échappatoires fiscales pour les entreprises* », relève Oxfam. « *Depuis les années 1980, les secteurs financiers et bancaires ont dépensé des millions de dollars pour démanteler les réglementations mise en place après l'effondrement de la bourse et de la Grande Dépression des années 1930* », poursuit le rapport avant de conclure : « *il y a une corrélation directe entre dérégulation financière et inégalités économiques aux Etats-Unis* ».

La critique est tout aussi sévère pour l'Europe. « *Sous l'énorme pression des marchés financiers, des programmes d'austérité ont été mis en œuvre dans toute l'Europe, malgré une opposition publique d'envergure. S'appuyant sur des impôts régressifs et des coupes sévères dans les dépenses (en particulier pour les services publics comme l'éducation, les soins de santé, la sécurité sociale), ces mesures ont sonné le début du démantèlement des mécanismes destinés à réduire les inégalités et à permettre une*

*croissance équitable* », poursuivent les rapporteurs.

« *Même si cela est venu trop tard, les principaux partisans de l'austérité comme le FMI commencent à reconnaître que les mesures d'austérité n'ont pas donné les résultats escomptés en termes de croissance et de relèvement mais ont en fait compromis les perspectives de croissance et d'égalité* », ajoutent-ils.

Alors que la Chine marche dans les pas de l'Occident, le Brésil, au contraire, a mis en place depuis plusieurs années une politique de réduction des inégalités et tenté de combler l'immense fossé qui existe entre les plus pauvres et les plus riches dans ce pays. Résultat ? L'émergence d'une classe moyenne éduquée et solide, des pauvres un peu mieux traités, et une croissance économique qui se poursuit, malgré la crise mondiale.



L'ONG tire des conclusions dramatiques de cette confiscation politique par les plus riches : « *les niveaux inédits d'inégalité économique que l'on observe désormais sonnent comme un avertissement : en l'absence de contrôle, les institutions représentatives continueront de s'effriter et le déséquilibre du pouvoir entre les nantis et les pauvres pourrait devenir chronique et immuable* ». Pour Oxfam, c'est la démocratie même qui est désormais en jeu. Elle rappelle la mise en garde de Louis Brandeis, juge à la cour suprême des Etats-Unis : « *Nous pouvons ou bien avoir la démocratie ou bien avoir de grandes richesses concentrées dans les mains de quelques-uns mais pas les deux à la fois* ».

Les responsables de Davos mesurent l'étendue des dangers : la mainmise sur les institutions politiques et représentatives par les plus riches est devenue trop voyante pour qu'elle n'amène pas des contestations de plus en plus fortes du système. Il y a eu les indignés, ce qui ne les dérangeait pas trop. Mais ce qu'ils observent aujourd'hui les inquiète beaucoup plus : « *Alors que la cohésion sociale s'affaiblit et que les citoyens cherchent à s'arracher du contrôle d'institutions*

*distantes et apparemment sans responsabilité, il y a un soutien de plus en plus visible pour les partis extrémistes, défendant des thèses nationalistes, protectionnistes et xénophobes », soulignent-ils.*

L'évolution de la Grèce notamment hante les responsables de Davos. L'étonnant est qu'ils soient surpris de la montée du nazisme à Athènes après le programme d'austérité qui a été infligé au pays. Ils

avaient pourtant à disposition la référence historique de l'Allemagne après la politique déflationniste menée en 1932.

L'apparition de contestations sociales violentes, de soulèvements politiques voire de luttes civiles leur apparaît comme un risque majeur pour l'avenir. D'autant, s'inquiètent-ils, que les institutions politiques ont perdu la confiance des citoyens.

**Directeur de la publication :** Edwy Plenel

**Directeur éditorial :** François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel :** [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone :** + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie :** + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés :** la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.